

LUTTE DE CLASSE

Pour le POUVOIR des TRAVAILLEURS

OCTOBRE 1967

Travailleurs et syndicats dans l'imprimerie.

(DISCUSSION ENTRE DEUX TRAVAILLEURS DU LIVRE).

A. (Entreprise de presse): Dans ma boîte, on attend de la rallonge, mais je pense qu'il n'y aura pas grand'chose. Le délégué nous a réunis pour nous expliquer qu'on pouvait obtenir des augmentations là où la vitesse des machines avait augmenté. Moi je trouve qu'on devrait tous être augmentés de la même façon, puisque tous sont obligés de suivre le rythme des machines.

B. (Grosse imprimerie labour): Et les licenciements?

A. Il n'y en a pas chez nous, au contraire, on embauche. Les chefs sont tout le temps après nous pour nous faire venir le samedi. Et beaucoup de gens acceptent de doubler (1).

B. Est-ce qu'ils sont recrutés par l'intermédiaire du syndicat?

A. En principe oui, mais quelquefois la boîte recrute directement. Il y en a beaucoup qui ne voient que le pognon, seule une petite minorité refuse le doublage.

B. Chez nous, au contraire, on fait 7 heures et demie, il y a très peu d'heures supplémentaires. C'est un peu à cause des licenciements continuels. Des camarades qui ont été reclassés dans la presse gagnent plus mais vivent moins bien qu'avant.

A. Combien avez-vous de vacances?

B. 4 semaines, plus 4 jours d'hiver cette année, qui deviendront une semaine l'an prochain.

.../...

(1) Faire une double journée de travail (autrement dit, 16 heures d'affilée!)

- A. Chez nous, c'est 15 jours d'hiver. Il n'y a pas de raison pour cette différence.
- B. On nous dit toujours que la presse est à l'avant-garde de notre corporation. Mais il me semble qu'un patron n'arriverait jamais à faire travailler les gars comme le fait le syndicat dans la presse, par exemple pour le travail de nuit - chez nous c'est toute une histoire pour nous le faire accepter, dans la presse c'est automatique.
- A. Oui, c'est le syndicat qui t'embauche, mais si tu l'ouvres tu es lourdé. Surtout qu'avant d'être titulaire tu restes au moins deux ans à la permanence, comme ça ils voient si tu es une forte tête (1).
- B. Comme rotativiste, on n'entre pas dans la presse sans avoir eu sa carte syndicale pendant au moins 5 ans.
- A. Chez nous à l'expédition ils voudraient faire la même chose, mais ils n'y arrivent pas. Il y en a qui entrent d'abord et on les syndique après.
- B. Chez nous, tout le monde est syndiqué, c'est l'habitude. Celui qui refuserait ne pourrait pas rester.
- A. Mais qu'est-ce que les gars pensent du syndicat?
- B. Oh, ils paient leurs 5 francs comme pour une assurance ou une mutuelle, c'est tout.
- A. Chez nous non plus, il n'y a pas d'enthousiasme, l'augmentation du timbre a été mal reçue. Il y en a aussi qui critiquent le syndicat. Tout cela est positif, car le syndicat est au service du capitalisme, et il faut que les travailleurs s'en rendent compte.
- B. Oui, mais est-ce qu'ils envisagent une autre forme d'organisation?
- A. Ils ne peuvent pas l'envisager si des idées n'ont pas d'abord été répandues. Il faut que dans la boîte deux ou trois gars prennent l'initiative de se grouper pour fournir des explications aux autres. Le mécontentement ne suffit pas, il faut l'éclairer.
- B. Mais c'est du dirigisme?
- A. Non, je suis contre. Mais les travailleurs ne sont pas tous au même niveau, les plus conscients doivent montrer le chemin aux autres, sans chercher à les diriger.

.../...

(1) La permanence est une réserve de main d'oeuvre volante, organisée par le syndicat du livre (C.G.T.) et qu'on déplace au jour le jour, selon les besoins des entreprises. Système très économique - pour le patronat - qui lui permet d'assurer la production sans embaucher des travailleurs supplémentaires.

12/10

comportement des syndicats et de "la prise de conscience... qu'il faut introduire la durée des étapes, plus longues que nous ne le pensions, dans la réalisation des revendications.... Nous ne sommes pas habitués en France à une politique contractuelle avec les employeurs, qui nous aurait accoutumés, et les travailleurs avec nous, à faire avancer les unes après les autres nos revendications". Le syndicat a besoin de la force d'un gouvernement de gauche pour renforcer son pouvoir, concrètement pour faire reconnaître partout la section syndicale d'entreprise. Les travailleurs ne s'intéresseront pas beaucoup à cette promotion sociale des syndicalistes mais, paraît-il, "les travailleurs n'en comprendront l'importance que plus tard". En attendant, on leur offrira, pour les amadouer, des objectifs "plus attractants que ce que peut proposer la majorité en place".

De quoi s'agit-il? Après avoir longuement analysé la situation économique française et les nécessités de la concurrence internationale, la CFDT conclut qu'il faut produire plus à moindre coût: "tout cela nécessite le maintien impératif de l'expansion économique.... mais cela ne sera ~~pas~~ réalisable que par le financement de la politique choisie sans inflation. Autrement, comment serions-nous compétitifs?". On mettra donc 350.000 femmes au travail (les équipements sociaux et l'égalité des salaires viendront plus tard: voilà l'exemple-type des priorités et des revendications qui interviendront au terme "d'étapes plus longues que nous ne le pensons"). On attend également "un gain supplémentaire de productivité d'une organisation plus rationnelle des installations existantes".

Bien sûr, on va augmenter les salaires de 0,3% par rapport aux prévisions gouvernementales et la semaine passera de 44 heures 30 à 43 heures. Autrement dit la production va augmenter, malgré un horaire moins élevé et moyennant un accroissement dérisoire de la masse des salaires grâce au travail des femmes; cela signifie en clair un accroissement de l'exploitation.

La politique de la C.F.D.T. se trouve magnifiquement résumée dans les lignes qui suivent et où nous ne changeons pas une virgule:

" La stratégie du contre-plan peut donc se schématiser de la manière suivante:

- " - le mouvement syndical trie lui-même les revendications spontanées des travailleurs à travers la grille en fonction de sa vision de la société future;
- " - il négocie avec les autres organisations du mouvement ouvrier (partis, associations culturelles, coopératives, gestions des grands ensembles) non seulement les objectifs immédiats mais également ceux concernant le futur;
- " - il lie ces deux opérations et passe un accord sur l'ensemble (politique économique et sociale) avec les partis;
- " - Les partis politiques étant ensuite au pouvoir, les syndicats doivent discipliner le mouvement gréviste pour ne pas remettre en cause les objectifs choisis. "

Tout ça n'est pas bête, et il fallait y penser. Des tas de gens y ont d'ailleurs déjà pensé. Les capitalistes du monde entier, entre autres.

RHONE-POULENC : pas de petits profits

Chez RHONE-POULENC, les travailleurs payés à la quinzaine doivent attendre une semaine pour toucher leur salaire, le 7 ou le 22 du mois. Etant les plus riches, ils peuvent bien se permettre, n'est-ce pas, de faire crédit au patron. Celui-ci vient une fois de plus de leur marquer sa reconnaissance en empochant carrément une partie de ce qu'il leur devait: c'est ainsi que l'augmentation des cotisations de Sécurité Sociale, applicable à partir du 1er Octobre a été retenue dès la 2ème quinzaine de Septembre, sous prétexte qu'elle n'était versée que le 7 octobre (les mensuels, qui étaient payés le 30 septembre, ont échappé à cette escroquerie). Voler les gars sous prétexte qu'on a tardé à les payer: la réalité dépasse la fiction!

C'est du reste une tradition chez RHONE-POULENC qui fait le même coup à chaque relèvement du plafond de cotisation. En revanche, quand il s'agit d'augmentation des salaires (comme dernièrement pour la prime de transport) la direction sait fort bien en retarder l'application jusqu'à la quinzaine suivante. Sans doute ses comptables sont-ils munis de machines qui savent seulement soustraire, mais pas additionner.

Certains ont demandé au grand syndicat C.G.T. s'il n'y avait pas moyen d'empêcher ce vol manifeste (même par rapport à la légalité bourgeoise). Réponse: " Nous avons écrit à la direction à ce sujet ". Le courrier doit bien mal fonctionner: on attend toujours une réponse aux lettres envoyées au cours des années passées, et notamment l'année dernière, au sujet de la prime d'équipe indûment raflée par la direction à l'occasion de la grève de 5 jours.

EN FAMILLE

Touchante cérémonie l'autre jour, à BOBIGNY. On sablait le champagne dans les salons de la préfecture pour fêter la première réunion du Conseil Général de la Seine-Saint-Denis.

Auparavant, le préfet, un ancien M.R.P., avait parlé du " sens des " responsabilités administratives " des nouveaux conseillers et le Président du Conseil Général lui avait répondu: " nous allons travailler côte à côte, " au mieux des intérêts de la population du département ".

Le dit président n'est autre que Georges VALBON, membre du bureau de la Fédération de la Seine du P.C., chargé notamment de la propagande.

Pour la circonstance, les huiles du P.C. s'étaient déplacées et le représentant du pouvoir gaulliste, entouré de conseillers communistes (il y en a 25) bavardait avec WALDECK-ROCHET, Etienne FAJON, Fernand GRENIER et Jacques DUCLOS, évoquant sans doute le bon vieux temps de la Libération où la grève était "l'arme des trusts"...

Entre bureaucrates, on finit toujours par s'entendre....

(Informations tirées du journal "LE MONDE").

Camarade qui as lu ce bulletin,

tu te demandes peut-être qui nous sommes et où nous voulons en venir ?

Militants révolutionnaires, nous cherchons à nous rendre utiles à la classe ouvrière en diffusant des informations soigneusement étouffées par les partis et les syndicats qui se disent ouvriers.

Partout dans le monde, sans aucune exception, **la société est divisée en deux classes** : celle des travailleurs, qui produit toutes les richesses, et celle des capitalistes — bourgeois ou bureaucrates, peu importe — qui dispose de ces richesses, et aussi de la vie même des travailleurs.

Ce régime d'exploitation ne prendra fin que le jour où **la classe ouvrière saura s'organiser pour prendre elle-même en mains les instruments du pouvoir** — les armes, arrachées à l'Etat, et les moyens de production, arrachés aux capitalistes et à leurs valets.

C'est donc en vain que des charlatans prétendent lutter contre l'exploitation par des votes, des pétitions et autres manifestations dérisoires. Pas plus que ceux qui les ont précédés, les exploiters d'aujourd'hui n'abandonneront le pouvoir de leur plein gré.

Mais c'est en vain aussi que les partis et syndicats prétendent opposer aux dirigeants capitalistes des dirigeants « ouvriers ». En tenant les travailleurs à l'écart des leviers de commande, en les soumettant, comme dans l'entreprise capitaliste, à une hiérarchie de chefs et de chefaillons, ils ne font que compléter et renforcer la domination de la bourgeoisie. C'est bien pourquoi ces organisations se montrent totalement impuissantes, non seulement à renverser le capitalisme, mais même à défendre les intérêts les plus immédiats de la classe ouvrière. Il faut en finir avec les illusions et les vantardises bureaucratiques : **seule l'action voulue et menée par les travailleurs eux-mêmes peut arracher aux capitalistes autre chose que des miettes.**

Nous disons donc :

- qu'une décision — de grève, de reprise, d'acceptation ou de refus d'un accord, etc. — n'est valable que si elle a été prise après une discussion démocratique **par les travailleurs qu'elle concerne** ;
- que là où une tâche doit être confiée à des **délégués**, ils doivent être élus par une assemblée d'atelier, de bureau ou d'entreprise, pas pour un an ou six mois, mais **uniquement pour cette tâche précise**, sur mandat impératif donné par les travailleurs ;
- que la première tâche à confier à des délégués, c'est l'établissement de contacts avec les autres entreprises de la localité, de la région, du pays et de l'étranger. C'est une réunion de délégués dûment mandatés, et non une poignée de bonzes inamovibles, qui peut seule coordonner la lutte des travailleurs.

Est-ce l'anarchie, ou une invention de rêveurs ? Non, **c'est l'organisation qui a été adoptée par les travailleurs eux-mêmes**, chaque fois qu'ils se sont mis en mouvement pour la défense de leurs intérêts. C'est ainsi que pourront naître les organes de classe qui abattront un jour le pouvoir des exploiters.

Nous savons très bien que cela n'est pas pour demain. Nous n'avons pas la naïveté de croire que la révolution va se faire toute seule. Nous croyons au contraire que pour qu'elle soit victorieuse, il faut la préparer avec patience, en développant peu à peu les liaisons qui permettront à la classe ouvrière d'organiser elle-même son action.

Il ne s'agit pas de former de nouveaux dirigeants pour remplacer ceux qui ont fait faillite. Il s'agit, pour ceux qui sont d'accord sur ces positions, de **se grouper** pour mieux les propager, pour lutter plus efficacement, pour faire connaître aux travailleurs la possibilité qu'ils ont de se libérer eux-mêmes de l'esclavage capitaliste.

Groupe de Liaison pour l'Action des Travailleurs (G. L. A. T.)

Ce bulletin est destiné à informer les travailleurs. Les nouvelles de la vie ouvrière peuvent nous être envoyées, soit par l'intermédiaire des diffuseurs, soit en écrivant à l'adresse suivante : **Jean RENAULT - 73, rue Blanche, PARIS-IXe.**